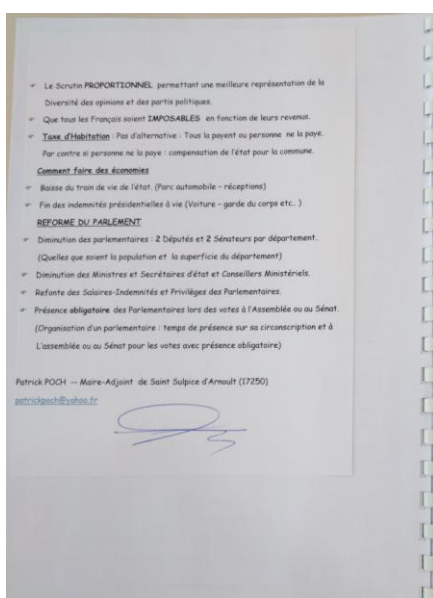


# Saint-Sulpice-d'Arnoult

code INSEE : 17408

873 habitants

Communauté de communes : Cœur de Saintonge



Original aux Archives départementales de Charente-Maritime (4275W381) ; copie numérique aux Archives nationales (plusieurs pages manquantes).

Forme : 13 feuilles (prélinées, n° de page et nom de la commune en pied de page) reliées par barrette de plastique blanc et autres feuilles insérées.

Couverture AMF couleur.

Titre : Cahier de doléances et de propositions.

Ouvert le 3 janvier 2019.

11 contributions.

② RAMASSAGE des Bennes à ordures dans la Commune  
Les papiers ne sont + ramasser au domicile, OK  
pourquoi pas - Donc nous utilisons Notre Voiture  
pour les déposer dans les Bennes. Probleme  
Combien de fois on arrive et les 2 Bennes sont  
archi Pleines. Donc soit on retourne chez soi  
avec les sacs remplis, soit on va dans une  
~~autre~~ Benne (km en +) qui elles aussi ~~sont~~ Pleines.  
- Je suis valide, Mais quand c'est plein en haut  
il y a très longtemps que c'est plein en Bas  
pour les ouvertures des handicapés !!!  
Ce n'est pas Normal, de + la Taxe elle n'a  
pas diminuée --- alors que c'est nous le  
Contribuable qui faisons le Boulot et les Kms

#### Justice

- être plus sévère face aux « incivilités » (expression qui en elle-même d'ailleurs minimise les faits) : prévoir des travaux d'intérêt général encadrés avec une discipline stricte
- demander un loyer aux détenus pour qu'ils ne soient pas totalement à la charge de la communauté
- instituer une peine à perpétuité réelle et effective (sans remise de peine possible) pour les faits les plus graves

- les politiciens devraient pas être payés plus qu'un notable classique (Juge, Notaire, Medecin ...) et qu'ils payent ses propres charges et qu'ils aient pas plus d'avantage que des salariés privés

#### Règles appliquées pour l'édition des contributions

Les contributions ont été numérotées de 1 à N. La forme (manuscrite ou dactylographiée) est indiquée, ainsi que le nombre de lignes sur le cahier original et le nombre de mots de la contribution. Il est précisé, quand l'information existe, si l'auteur est une femme, un homme ou un couple.

Les noms, prénoms, adresses et numéros de téléphone ne sont pas transcrits, en référence au Règlement européen pour la protection des données personnelles (RGPD). En revanche, les données relatives à l'âge et à la profession sont reprises quand elles existent. Si la contribution est datée, la date est indiquée. Si la contribution est signée, cela est indiqué également.

Afin de faciliter la lecture des contributions, l'orthographe a été corrigée mais la syntaxe a été respectée. L'usage des majuscules et de la ponctuation a été uniformisé. Le cas échéant, quelques ajouts ou commentaires apparaissent en italique entre [ ].

**1. Dactylographié découpé collé, 43 lignes, 432 mots (homme, maire-adjoint)**

Monsieur le Président de la République,

Veillez trouver ci-dessous mes doléances.

Je ne suis pas « révolutionnaire » mais un Français tout simplement qui souhaite que vous, Monsieur le Président, soyez le président de **Tous** les Français et à l'écoute de **Votre** peuple.

La France ne se gère pas comme une entreprise.

Concertations, débats, et tenir compte des souhaits de tous les Français des villes mais aussi de la campagne et des villages.

Je suis un retraité comme tant d'autres.

Lors d'un débat sur BFM vous vous étiez engagé à préserver le POUVOIR D'ACHAT des retraités et de tous les Français.

Avec l'augmentation de la CSG, je perds plus de 700 € sur une année. Est-ce normal ?

Des augmentations de gaz, électricité, essence et taxes sur TOUT font que notre POUVOIR D'ACHAT est loin d'être à la hauteur de ce que vous nous aviez promis lors de la votre campagne électorale.

Sortez de votre CAP de chef d'entreprise pour devenir président de la République et être à l'écoute de votre peuple.

.....

**JE SUIS POUR :**

- Que les Français soient associés aux réformes par **RÉFÉRENDUM** par thématiques.
- Le rétablissement de l'ISF.
- Que les salaires et retraites de tous les Français soient **indexés à l'inflation**.
- Que la retraite de la Sécurité sociale soit versée **le 1<sup>er</sup> du mois** et non le 9.
- Pas de retraite en-dessous de 1200 €.
- Retraite dans tous les secteurs d'activité à **60 ans**.
- Exonération de la CSG pour les retraités.
- Le vote **OBLIGATOIRE** avec sanction financière pour ceux qui ne votent pas.
- Que le **VOTE BLANC (ou NUL)** soit pris en considération dans les suffrages exprimés.
- Le scrutin **PROPORTIONNEL** permettant une meilleure représentation de la diversité des opinions et des partis politiques
- Que tous les Français soient **IMPOSABLES**, en fonction de leurs revenus.
- **Taxe d'habitation** : Pas d'alternative : Tous la payent ou personne ne la paye. Par contre, si personne ne la paye, compensation de l'État pour la commune.

**Comment faire des économies**

- Baisse du train de vie de l'État (parc automobile, réceptions)
- Fin des indemnités présidentielles à vie (voiture, garde du corps, etc.)

**RÉFORME DU PARLEMENT**

- Diminution des parlementaires : 2 députés et 2 sénateurs par département.
- Diminution des ministres et secrétaires d'État et conseillers ministériels.
- Refonte des salaires-indemnités et privilèges des parlementaires.
- Présence obligatoire des parlementaires lors des votes à l'Assemblée et au Sénat (organisation d'un parlementaire : temps de présence sur sa circonscription et à l'Assemblée ou au Sénat pour les votes, avec présence obligatoire).

Patrick POCH – Maire-adjoint de Saint-Sulpice d'Arnoult (17250)

[adresse mail, signature]

---

**2. Manuscrit, 9 lignes, 67 mots (homme)**

Date : Le 3.01.2019

- \* Réforme des institutions : 1 sénateur et 2 députés par département, quel que soit le taux de population.
- \* Réforme et simplification des différents codes régissant notre pays.
- \* Réforme de l'ENA déconnectée de la réalité de terrain.
- \* Arrêt de subvention aux ONG.
- \* Obligation aux gens titulaires de RSA de prendre le travail qui leur est proposé.
- \* Uniformation des différents régimes de retraite.

Mr [Nom Prénom, Adresse, Mail]

---

**3. Manuscrit, 18 lignes, 126 mots (couple)**

Date : Le 3.01.2019

- Reconnaissance du vote blanc et des abstentions.
- Création du RIC pour que nos élus soient plus en accord avec ce qui se passe sur le terrain.
- Trop de social en France. Pour les étrangers et émigrés qui n'ont pas cotisé au minimum 10 ans sur notre territoire, aucunes aides. C'est inadmissible le toucher CMU, retraite, allocations diverses sans avoir cotisé un seul centime alors que certains Français n'ont que le minimum vital...
- Suppression de la CSG (elle ne devait être que provisoire !!).
- Baisser les charges patronales avec obligation de reverser la différence aux salariés pour augmenter leur pouvoir d'achat.
- Réduction des indemnités et réduction des nombres de ministres, députés, sénateurs...
- Suppression de certains privilèges des anciens présidents.

[Noms Prénoms] [Signature]

---

**4. Manuscrit, 25 lignes, 208 mots**

Date : 10/01/2019

1] Budget des services, notamment des EHPAD publics. Le système actuel est "vieux" car si le budget alloué une année n'est pas totalement dépensé dans l'année, le budget de l'année suivante est diminué, du coup j'ai vécu que n'importe quelles formations étaient choisies en décembre pour finir d'éponger le budget restant.

Proposition. Qu'un budget non dépensé une année puisse être reportable pour + de financement l'année suivante avec un budget maintenu, et ainsi permettre de financer un projet formation + ambitieux sans augmenter les dépenses. Ce serait une meilleure utilisation.

2] Ramassage des bennes à ordures dans les communes. Les papiers ne sont + ramassés au domicile, OK, pourquoi pas. Donc nous utilisons notre voiture pour les déposer dans les bennes. Problème : combien de fois on arrive et les 2 bennes sont archipleines. Donc, soit on retourne chez soi avec les sacs remplis, soit on va dans une autre benne (km en +) qui elle aussi est pleine. Je suis valide, mais quand c'est plein en haut, il y a très longtemps que c'est plein en bas pour les ouvertures des handicapés !!! Ce n'est pas normal, de + la taxe elle n'a pas diminué...alors que c'est nous les contribuables qui faisons le boulot et les kms.

---

**5. Dactylographié (1 page), 42 lignes, 580 mots (femme)**

**Les 4 points ci-dessous sont interdépendants**

**1- Financier et fiscal— Revoir entièrement le système de répartition des richesses** et l'organisation de notre économie. La difficulté actuelle consiste à tenir compte non seulement des dimensions locales, mais aussi mondiales. Ceci n'empêche pas d'agir au moins au niveau français, avec des propositions à faire au niveau européen.

**Les paradis fiscaux** : suppression des paradis fiscaux et imposition du revenu des entreprises dans chaque pays où elles agissent (ce qui, entre autres, diminuerait le déficit de la sécurité sociale car les médicaments sont largement concernés par les plus-values faites dans les paradis fiscaux).

**Les actionnaires** : limiter la rémunération des actions (exemple : actuellement certaines sociétés propriétaires de maisons de retraites versent des dividendes à deux chiffres avec en conséquence du personnel sous-payé, travaillant sous-pression, entraînant des formes de maltraitances et obligeant bon nombre de familles, parfois modestes, à compléter la retraite de leurs parents). Cet exemple ne décrit pas, bien sûr, la complexité du traitement des personnes dépendantes.

**Exiger** que les grandes entreprises paient toutes leurs cotisations sociales.

**Mettre fin aux systèmes de lobbying** qui donnent aux multinationales et divers groupes d'influence un pouvoir au-dessus des nations et de l'Europe et qui, de plus, entraînent de la corruption généralisée.

**Réformer de fond en comble le système fiscal** pour le simplifier, le rendre davantage équitable et transparent de façon à éviter les manipulations de type « optimisation fiscale ». Cette expression veut souvent dire avantage aux plus hauts revenus et fuite des capitaux. Restaurer un réel impôt sur la fortune est devenu indispensable étant donné l'enrichissement éhonté des plus grandes fortunes.

**2- Rapprocher l'économie de la population - Relocaliser les productions** pour limiter les déplacements et augmenter l'autonomie économique des régions ; travailler à des productions artisanales, industrielles et agricoles réalisées selon des processus assurant un développement durable et sain, rémunérées décemment et produites avec des conditions de travail qui respectent la dignité humaine. Un salaire net minimum à 1500 € semble légitime à condition de revoir l'ensemble de l'échelle des salaires, notamment les hauts et très hauts salaires (voir aussi plus haut la rémunération des actions).

**Se poser la question de l'achat massif (ou la mise en concession) d'entreprises françaises** par des capitaux multinationaux ou étrangers : aéroports, clubs sportifs, sociétés, domaines et terres agricoles, monuments historiques... Jusqu'où cela ira-t-il ? (établir des règles limitatives).

**Continuer à lutter contre la raréfaction, voire la disparition des services primaires** notamment en milieu rural : écoles, hôpitaux, médecins, poste, transports, réseaux routiers... Des moyens de gestion, avec les nouveautés techniques, devraient permettre de repenser et réorganiser ces services au lieu d'être témoins impuissants de leur disparition. D'autant plus que de nombreuses communes rurales ont vu leur population augmenter et donc ces services sont devenus nécessaires.

**3- Écologie et climat - L'alerte est lancée**, partout, chaque jour... et on continue avec un système basé sur la consommation. On sait que non seulement cela ne peut pas durer, mais qu'il y a urgence à agir : réchauffement climatique, pollutions massives avec des répercussions sur la santé via, en particulier, l'alimentation et les perturbateurs endocriniens. **La transition écologique s'impose en même tant que la transition financière, fiscale et économique.**

**4- Gouvernance : organiser un système de participation citoyenne continue**, à tous les étages de la nation et au niveau européen (expressions, débats, informations, recours aux « talents » des citoyens).

C'est-à-dire coconstruire une société plus ouverte, plus transparente, coopérative et fraternelle où éthique et honnêteté soient de mise.

[Prénom Nom] [Signature]

---

**6. Dactylographié (2 pages), 53 lignes, 651 mots (homme)**

### **Cahier de doléances**

Nous vivons une crise sociale inédite, alors que contrairement, notre situation dans le monde est une des plus privilégiées :

- Un système de protection sociale et médicale dans les meilleurs du monde.
- Une administration des plus importantes dans le monde (source OCDE).
- Un taux de pauvreté dans les plus faibles du monde (source OCDE).

Comment alors peut-on expliquer cette crise ?

Le développement effréné de la société de consommation provoque un besoin de socialisation important qui entraîne chacun à justifier sa place dans la société (voiture, loisirs, logement de standing, smartphones, etc.). Ces besoins coûteux sont, pour les plus modestes, supérieurs à leurs moyens, et entrent en concurrence avec le coût des besoins primaires de nourriture de chauffage et de logement.

Les causes doivent également être recherchées dans une communication défailante, déformée ou insuffisante, qui rend les inégalités les plus voyantes comme provocantes et insupportables.

**Le constat actuel du ressenti national :**

- Une imposition trop lourde (dans les plus fortes d'Europe\*) jugée de plus inégale et injuste.
- Un partage jugé insuffisant de la richesse produite.
- Des inégalités comprises sur le niveau de couverture sociale (CMU et régime général) par exemple.
- Une protection sociale souvent plus avantageuse que le travail, le coût exorbitant de la protection sociale étant à l'origine de la surimposition qui n'est plus acceptée ni par les particuliers ni par les indépendants (charges excessives).
- Un coût démesuré des administrations (voir comparaison Europe) en raison de superpositions (commune, département, région...) et d'une modernisation trop lente.
- Un gaspillage coûteux des moyens administratifs.
- Un train de vie du gouvernement et des élus ressenti comme éhonté.
- Un désaveu total de la représentation nationale et des médias, pour une grande partie de la population.

\* 4° rang en Europe (Sources : challenges.fr — eurocompar.eu - 2013)

---

#### **Suggestions pour le cahier de doléances :**

La création d'emplois est primordiale, pour cela il apparaît indispensable de ne pas faire fuir les investisseurs créateurs d'emplois ! et donc de **favoriser l'outil de travail et l'investissement**. Par contre, **rétablir l'ISF en excluant l'outil de travail** mais en le compensant par une imposition plus complète et plus élevée des autres composantes du capital.

- **Imposer plus fortement les hauts revenus** perçus en France même s'ils résident à l'étranger ; imposer à la source tous les revenus perçus en France par des personnes ou des sociétés

étrangères, **y compris les GAFAM\***, revoir les tranches d'imposition mais aussi l'imposition des successions et les dons manuels.

- **Baisser le taux de TVA sur les produits de première nécessité** et l'augmenter pour les produits de luxe.
- Étudier la possibilité d'**inciter l'épargne française (4 300 milliards €)** vers des placements à risques créateurs d'emplois et vers les investissements de transition écologique.
- **Inciter plus fortement aux investissements d'économie d'énergie** (chauffage, isolation, voiture, transport).
- Développer plus fortement la **participation aux bénéfiques et à la productivité** dans toutes les entreprises et administrations, afin de récompenser le mérite.
- **Revoir l'indemnisation du chômage**, trop généreuse en regard de tous les pays d'Europe (montant et durée) car devenue une charge dissuasive pour les entreprises souhaitant s'installer en France. Et créer des emplois d'utilité publique.
- **Revaloriser les retraites les plus modestes** (retraite de base CNAV).
- **Pourchasser plus efficacement les abus** sur les prestations sociales et la fraude fiscale.
- **Baisser le train de vie de l'État** et se rapprocher de ce qui existe dans les pays nordiques. Ce point apparaît certainement comme une des causes principales du désintérêt grandissant de la population pour ses élus et pour la politique.
- Quant au RIC ! Il faut noter le désintérêt actuel pour les scrutins. L'idée du référendum multiple est à développer. Mais ne suffit-il pas de **doter chaque élu d'un outil simple et accessible par tous sur les réseaux sociaux** : « boîte à suggestion et d'une possibilité de pétition » ?

[Prénom Nom] [Signature] le 8/01/2019

---

### **7. Dactylographié, 30 lignes, 304 mots (femme)**

11 janvier 2019

#### Prestations sociales

- allocation pour le 1<sup>er</sup> et le 2<sup>ème</sup> enfant ; à partir du 3<sup>e</sup> enfant, laisser la charge financière aux parents (il faut assumer ses choix de vie) ;
- baisse des prestations sociales, le travail doit être plus rémunérateur que l'assistance.

#### Seniors

– prévoir un grand plan d'action pour les personnes du « 3<sup>e</sup> âge » qui vont être de plus en plus nombreuses. Favoriser au maximum le maintien à domicile, mais prévoir la création d'établissements spécialisés lorsque cela n'est plus possible. Améliorer la qualité de vie et de soins dans ces établissements.

#### Train de vie de l'État

- supprimer les privilèges des élus (frais d'obsèques, chauffeur, coiffeur...), facile de demander des efforts aux Français quand on bénéficie de largesses payées avec leurs impôts ;
- diminuer leur nombre dans les deux assemblées ;
- une fois les fonctions terminées, aucune raison de laisser secrétaire, chauffeur, garde du corps... quelle qu'ait été la fonction exercée ;
- suppression des commissions et autres structures qui ne servent finalement pas à grand-chose.

#### Immigration

- renforcer la lutte contre l'immigration clandestine ;
- instituer un temps de résidence (5 à 10 ans) sur le territoire avant de percevoir une prestation sociale. La dette augmente et la dépense doit se concentrer sur les ressortissants français, beaucoup sont dans le besoin.

Justice

- être plus sévère face aux « incivilités » (expression qui en elle-même d'ailleurs minimise les faits) : prévoir des travaux d'intérêt général encadrés avec une discipline stricte ;
- demander un loyer aux détenus pour qu'ils ne soient pas totalement à la charge de la communauté ;
- instituer une peine à perpétuité réelle et effective (sans remise de peine possible) pour les faits les plus graves.

Citoyenneté

- reconnaissance du vote blanc ;
- inscription obligatoire sur une liste électorale ;
- institution d'un référendum à initiative citoyenne ;
- instauration de la proportionnelle pour les élections législatives.

[Prénom Nom]

[Signature]

—

**8. Manuscrit, 8 lignes, 59 mots (femme)**

*Date* : le 15 janvier 2019

Paiement des allocations familiales à partir du 1<sup>er</sup> enfant ; il me semble injuste qu'elle ne soit attribuée seulement à partir du 2<sup>ème</sup> enfant.

En ce qui concerne la prime de rentrée scolaire, la donner sous forme de bon d'achat car cet argent est souvent utilisé à d'autre fin que les fournitures scolaires, habillement, licence sportive pour les enfants.

[Prénom Nom]

[Signature]

—

**9. Manuscrit, 19 lignes, 139 mots (couple)**

*Date* : le 19/01/2019

Je souhaite pour notre République et nos citoyens :

Une augmentation du taux horaire du SMIC de 30 %,

Une baisse de la CSG,

Le retour de l'ISF,

Une baisse de 10 % des salaires des sénateurs, députés, ministres,

Une baisse des effectifs des représentants de l'État,

L'abolition de l'article 49.3 de la Constitution,



## Cahier de Saint-Sulpice-d'Arnoult

La mise en place du RIC,

La reconnaissance et la comptabilisation du vote blanc,

La dissolution de l'Assemblée nationale,

La démission du président de la République,

La taxation des sociétés aéroportuaires et navales,

Remise en place d'un service public suffisant dans les zones rurales (poste, transport en commun...),

Suppression des retraites et avantages indécents des anciens présidents et ministres (ex. : 80 M d'euros dépenses en 34 ans par Valéry Giscard d'Estaing).

Ouverture des droits au chômage pour démission au-delà de 10 ans d'ancienneté.

[Prénoms Nom] [Signatures]

---

### **10. Manuscrit, 12 lignes, 87 mots (homme)**

*Date* : le 19/01/2019

Je souhaite par ce cahier :

- une suppression de la CSG,
- une remise de l'ISF,
- un gel définitif de nos taxes pour une meilleure vie,
- une meilleure classification sociale pour les moyennes classes,
- plus d'aide par des couples et pas seulement pour des personnes seules ou mères de famille seules avec enfants,
- la proposition du RIC,
- la démission du gouvernement actuel,
- la prise en compte des votes blancs,
- la suppression des salaires des ministres, président, après son mandat.

Mr [Nom]

[Signature]

---

### **11. Manuscrit, 11 lignes, 72 mots (plusieurs signataires)**

*Date* : le 19/01/2019

- Les politiciens devraient pas être payés plus qu'un notable classique (juge, notaire, médecin...) et qu'ils payent ses propres charges et qu'ils aient pas plus d'avantages que des salariés privés.
- Augmentation des salaires en fonction de l'augmentation du pouvoir d'achat.
- Que les riches payent l'impôt sur la fortune revu pour les plus riches.
- Proposition du RIC.
- Plus d'aide pour les formations.
- Baisse des charges sur les salaires.

[Nom Prénom] [Signature]

[Nom, Deux prénoms] [Signature]

[FIN]